

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Granby

Code géographique : 47017

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

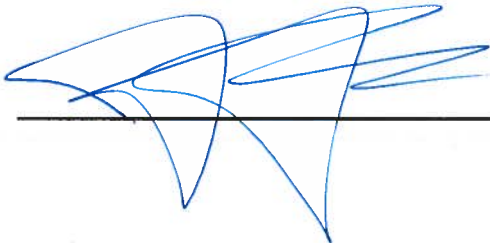
Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Jean-Pierre Renaud CPA, CA, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Granby pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2016-04-20

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Granby

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Granby, et des organismes qui sont sous son contrôle et des partenariats auxquels elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Granby, et des organismes qui sont sous son contrôle et des partenariats auxquels elle participe au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Granby inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2016-04-20

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	73 761 730	76 671 874	75 731 271		75 731 271
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 371 727	2 359 931	2 533 385		2 533 385
Quotes-parts	3				3 191 948	
Transferts	4	4 316 819	3 388 784	2 180 773	491 700	2 305 880
Services rendus	5	2 625 205	2 691 005	2 863 693	5 324 233	7 190 109
Imposition de droits	6	3 090 039	3 105 100	3 651 005		3 651 005
Amendes et pénalités	7	3 391 980	3 127 900	2 763 907		2 763 907
Intérêts	8	643 722	310 000	594 946	10 841	605 787
Autres revenus	9	375 515	209 050	2 977 616	6 613	2 984 229
	10	90 576 737	91 863 644	93 296 596	9 025 335	97 765 573
Investissement						
Taxes	11	200 000		24 114		24 114
Quotes-parts	12					
Transferts	13	1 386 854	2 900 000	6 639 871	129 116	6 639 871
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14	10 670 162		1 879 189		1 879 189
Autres	15				32 840	32 840
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17	12 257 016	2 900 000	8 543 174	161 956	8 576 014
	18	102 833 753	94 763 644	101 839 770	9 187 291	106 341 587
Charges						
Administration générale	19	8 814 159	9 627 302	9 631 640	597 137	10 228 777
Sécurité publique	20	16 159 528	17 993 180	23 126 765	909 805	24 036 570
Transport	21	13 537 645	14 213 816	14 006 083	5 947 468	20 416 115
Hygiène du milieu	22	15 943 644	16 633 504	15 599 620	4 793 687	20 393 307
Santé et bien-être	23	323 888	171 765	192 692		192 692
Aménagement, urbanisme et développement	24	4 739 114	4 312 807	4 817 598	140 553	5 435 491
Loisirs et culture	25	11 493 314	12 144 960	12 384 715	2 699 551	6 314 287
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	3 833 536	4 484 286	3 559 233		21 557
Amortissement des immobilisations	28	14 223 505	12 865 486	15 088 201	(15 088 201)	
	29	89 068 333	92 447 106	98 406 547		8 872 313
	30	13 765 420	2 316 538	3 433 223		314 978
Excédent (déficit) de l'exercice						3 748 200

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 765 420	2 316 538	3 433 223	314 978	3 748 200
Moins: revenus d'investissement	2	(12 257 016)	(2 900 000)	(8 543 174)	(161 956)	(8 576 014)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	1 508 404	(583 462)	(5 109 951)	153 022	(4 827 814)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	14 223 505	12 865 486	15 088 201	347 898	15 436 099
Produit de cession	5	25 319	13 000	63 103	38 131	101 234
(Gain) perte sur cession	6	(24 074)	(13 000)	(63 103)	(6 613)	(69 716)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	14 224 750	12 865 486	15 088 201	379 416	15 467 617
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	96 953		95 212		95 212
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	96 953		95 212		95 212
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		180 000			
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 792 633)	(6 667 139)	(6 335 517)	(47 131)	(6 382 648)
	18	(5 792 633)	(6 487 139)	(6 335 517)	(47 131)	(6 382 648)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(3 919 885)	(3 650 000)	(4 031 541)	(19 299)	(4 050 840)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	451 730		432 068		432 068
Excédent de fonctionnement affecté	21	721 687		251 946		251 946
Réserves financières et fonds réservés	22	(2 013 272)	(2 484 885)	(2 451 403)		(2 451 403)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	32 700	340 000	4 723 000		4 723 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(4 727 040)	(5 794 885)	(1 075 930)	(19 299)	(1 095 229)
	26	3 802 030	583 462	7 771 966	312 986	8 084 952
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 310 434		2 662 015	466 008	3 257 138

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus d'investissement	1	12 257 016	2 900 000	8 543 174	161 956	8 576 014
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(426 159)	(305 000)	(419 059)	()	(419 059)
Sécurité publique	3	(984 554)	(624 000)	(848 528)	()	(848 528)
Transport	4	(10 603 070)	(6 725 000)	(8 144 446)	(119 968)	(8 264 414)
Hygiène du milieu	5	(10 685 559)	(7 017 000)	(5 690 278)	()	(5 690 278)
Santé et bien-être	6	()	(500 000)	(1 102 369)	()	(1 102 369)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(19 233)	(995 000)	(388 114)	(20 720)	(408 834)
Loisirs et culture	8	(244 865)	(3 184 000)	(1 265 644)	(53 598)	(1 319 242)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(22 963 440)	(19 350 000)	(17 858 438)	(194 286)	(18 052 724)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(573 786)	()	(104 687)	()	(104 687)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(111 001)	()	(64 366)	()	(64 366)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	5 400 000		3 482 000	13 034	3 495 034
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	3 919 885	3 650 000	4 031 541	19 299	4 050 840
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	2 943 358		3 342 990		3 342 990
Excédent de fonctionnement affecté	16	275 000		1 150 000		1 150 000
Réserves financières et fonds réservés	17	2 581 000		2 375 000		2 375 000
	18	9 719 243	3 650 000	10 899 531	19 299	10 918 830
	19	(8 528 984)	(15 700 000)	(3 517 228)	(161 953)	(3 679 181)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	3 728 032	(12 800 000)	5 025 946	3	4 896 833

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 765 420	2 316 538	3 433 223	314 978	3 748 200		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	22 963 440 ) (	19 350 000 ) (	17 858 438 ) (	194 286 ) (	18 052 724)	
Produit de cession	3	25 319	13 000	63 103	38 131	101 234		
Amortissement	4	14 223 505	12 865 486	15 088 201	347 898	15 436 099		
(Gain) perte sur cession	5	(24 074)	(13 000)	(63 103)	(6 613)	(69 716)		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(8 738 690)	(6 484 514)	(2 770 237)	185 130	(2 585 107)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(478 078)		(9 475)		(9 475)		
Variation des stocks de fournitures	9	198 978		(88 322)	14 347	(73 975)		
Variation des autres actifs non financiers	10	(40 722)		(54 667)	8 148	(46 519)		
	11	(319 822)		(152 464)	22 495	(129 969)		
	12	4 706 908	(4 167 976)	510 522	522 603	1 033 124		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	4 706 908	(4 167 976)	510 522	522 603	1 033 124		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(73 642 472)		(68 934 317)	252 898	(68 681 419)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	1 247		(2)	(1)	(2)		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(73 641 225)		(68 934 319)	252 897	(68 681 421)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(68 934 317)		(68 423 797)	775 500	(67 648 297)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	11 377 002	16 838 810	719 169	17 557 979
Placements temporaires	2	1 773 605		1 250 885	1 250 885
Débiteurs (note 5)	3	38 484 761	39 551 658	378 737	39 733 729
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5	252 018	187 652	200 000	387 652
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8			32 234	
	9	51 887 386	56 578 120	2 581 025	58 930 245
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			34 331	34 331
Emprunts temporaires (note 10)	11	4 503 288	9 386 101	23 184	9 409 285
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	10 623 207	10 363 247	740 591	10 907 172
Revenus reportés (note 12)	13	942 553	633 524	767 408	1 368 698
Dette à long terme (note 13)	14	80 305 828	76 291 295	240 011	76 531 306
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	24 446 827	28 327 750		28 327 750
	16	120 821 703	125 001 917	1 805 525	126 578 542
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(68 934 317)	(68 423 797)	775 500	(67 648 297)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	364 306 176	367 076 413	2 209 687	369 286 100
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 061 957	2 071 432		2 071 432
Stocks de fournitures	20	788 131	876 453	99 787	976 240
Autres actifs non financiers (note 17)	21	251 652	306 319	54 972	361 291
	22	367 407 916	370 330 617	2 364 446	372 695 063
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	17 121 499	15 731 028	1 170 270	16 901 298
Excédent de fonctionnement affecté	24	4 854 080	7 843 850		7 843 850
Réserves financières et fonds réservés	25	457 825	1 372 044		1 372 044
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(23 218 014)	(27 941 014)	()	(27 941 014)
Financement des investissements en cours	27	(1 236 940)	(1 163 098)		(1 163 098)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	300 495 149	306 064 010	1 969 676	308 033 686
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	298 473 599	301 906 820	3 139 946	305 046 766

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 765 420	3 433 223	314 978	3 748 200
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	14 223 505	15 088 201	347 898	15 436 099
Autres					
- Réduction valeur immob.	3	1 252			
- (Gain) perte sur cession	4	(24 074)	(63 103)	(6 613)	(69 716)
	5	27 966 103	18 458 321	656 263	19 114 583
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	3 877 886	(1 066 897)	(10 506)	(1 077 403)
Autres actifs financiers	7			(32 234)	(32 234)
Créditeurs et charges à payer	8	(1 849 604)	(259 961)	13 512	(246 449)
Revenus reportés	9	552 926	(309 029)	137 732	(171 297)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	340 378	3 880 923		3 880 923
Propriétés destinées à la revente	11	(478 078)	(9 475)		(9 475)
Stocks de fournitures	12	198 977	(88 322)	14 347	(73 975)
Autres actifs non financiers	13	(40 722)	(54 667)	8 148	(46 519)
	14	30 567 866	20 550 893	787 262	21 338 154
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	22 963 440 ) (	17 858 438 ) (	194 286 ) (	18 052 724)
Produit de cession	16	25 319	63 103	38 131	101 234
	17	(22 938 121)	(17 795 335)	(156 155)	(17 951 490)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	111 001) () () ()
Remboursement ou cession	19		64 366		64 366
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22	(1 773 605)	1 773 605	(612 018)	1 161 587
	23	(1 884 606)	1 837 971	(612 018)	1 225 953
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	10 813 000	6 289 000	13 033	6 302 033
Remboursement de la dette à long terme	25 (	12 851 000 ) (	10 463 000 ) (	55 040 ) (	10 518 040)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(625 072)	4 882 813	15 097	4 897 910
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	100 087	159 467		159 467
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(2 562 985)	868 280	(26 910)	841 370
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	3 182 154	5 461 809	(7 821)	5 453 987
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	8 194 852	11 377 007	660 828	12 037 835
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	11 377 006	16 838 816	653 007	17 491 822

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
Rémunération	1	26 562 984	29 706 165	30 016 510	33 386 672
Charges sociales	2	6 731 043	8 268 034	12 367 692	13 081 689
Biens et services	3	20 376 380	20 434 398	20 239 737	24 337 354
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	1 815 525	2 076 228	1 808 633	1 808 633
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	365 071	326 492	324 490	324 490
D'autres tiers	7	238 986	262 000	238 699	238 699
Autres frais de financement	8	1 413 954	1 819 566	1 187 411	1 208 968
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	9 315 356	9 480 202	9 161 487	9 161 487
Autres	10	4 303 080		4 505 681	141 249
Autres organismes	11	3 049 434	7 173 335	3 055 471	3 055 471
Amortissement des immobilisations	12	14 223 505	12 865 486	15 088 201	15 436 099
Autres					
- Autres dépenses	13	673 015	35 200	412 535	41
-	14				
-	15				
	16	89 068 333	92 447 106	98 406 547	102 593 387

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Revenus				
Taxes	1	76 671 874	75 755 385	73 961 730
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 359 931	2 533 385	2 371 727
Quotes-parts	3	3 191 948		
Transferts	4	6 780 484	8 945 751	5 813 485
Services rendus	5	8 015 238	7 190 109	6 446 635
Imposition de droits	6	3 105 100	3 651 005	3 090 039
Amendes et pénalités	7	3 127 900	2 763 907	3 391 980
Intérêts	8	320 841	605 787	648 224
Autres revenus	9	215 663	4 896 258	11 046 317
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	103 788 979	106 341 587	106 770 137
Charges				
Administration générale	12	10 109 830	10 228 777	9 407 723
Sécurité publique	13	18 711 376	24 036 570	17 083 803
Transport	14	20 676 394	20 416 115	19 623 812
Hygiène du milieu	15	20 967 980	20 393 307	20 630 895
Santé et bien-être	16	171 765	192 692	323 888
Aménagement, urbanisme et développement	17	5 735 654	5 435 491	5 263 113
Loisirs et culture	18	20 440 577	18 309 645	17 212 263
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	4 505 843	3 580 790	3 858 436
	21	101 319 419	102 593 387	93 403 933
Excédent (déficit) de l'exercice	22	2 469 560	3 748 200	13 366 204
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		301 298 567	275 286 748
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(1)	12 645 615
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		301 298 566	287 932 363
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		305 046 766	301 298 567

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 469 560	3 748 200	13 366 204
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	19 350 000 ) (	18 052 724 ) (	23 247 798)
Produit de cession	3	13 000	101 234	33 514
Amortissement	4	12 865 486	15 436 099	14 574 103
(Gain) perte sur cession	5	(13 000)	(69 716)	(24 714)
Réduction de valeur / Reclassement	6			8 712
	7	(6 484 514)	(2 585 107)	(8 656 183)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(9 475)	(478 078)
Variation des stocks de fournitures	9		(73 975)	215 660
Variation des autres actifs non financiers	10		(46 519)	9 084
	11		(129 969)	(253 334)
	12	(4 014 954)	1 033 124	4 456 687
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(4 014 954)	1 033 124	4 456 687
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(68 681 419)	(85 790 097)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		(2)	12 651 991
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(68 681 421)	(73 138 106)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(67 648 297)	(68 681 419)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	17 557 979	12 079 358
Placements temporaires	2	1 250 885	2 612 472
Débiteurs (note 5)	3	39 733 729	38 664 235
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	387 652	252 018
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	58 930 245	53 608 083
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	34 331	17 605
Emprunts temporaires (note 10)	11	9 409 285	4 511 375
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	10 907 172	11 153 620
Revenus reportés (note 12)	13	1 368 698	1 572 229
Dette à long terme (note 13)	14	76 531 306	80 587 846
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	28 327 750	24 446 827
	16	126 578 542	122 289 502
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(67 648 297)	(68 681 419)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	369 286 100	366 700 991
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 071 432	2 061 957
Stocks de fournitures	20	976 240	902 265
Autres actifs non financiers (note 17)	21	361 291	314 773
	22	372 695 063	369 979 986
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	305 046 766	301 298 567

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 748 200	13 366 204
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	15 436 099	14 574 103
Autres			
- Réduction valeur immob.	3		9 964
- (Gain) perte sur cession	4	(69 716)	(24 714)
	5	19 114 583	27 925 557
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 077 403)	3 864 613
Autres actifs financiers	7	(32 234)	
Créditeurs et charges à payer	8	(246 449)	(1 704 844)
Revenus reportés	9	(171 297)	634 029
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	3 880 923	340 378
Propriétés destinées à la revente	11	(9 475)	(478 078)
Stocks de fournitures	12	(73 975)	215 659
Autres actifs non financiers	13	(46 519)	9 084
	14	21 338 154	30 806 398
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(18 052 724)	(23 247 798)
Produit de cession	16	101 234	33 514
	17	(17 951 490)	(23 214 284)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	(111 000)
Remboursement ou cession	19	64 366	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22	1 161 587	(1 729 466)
	23	1 225 953	(1 840 466)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	6 302 033	11 060 074
Remboursement de la dette à long terme	25	(10 518 040)	(13 092 742)
Variation nette des emprunts temporaires	26	4 897 910	(674 972)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	159 467	100 087
Autres			
-	28		
-	29		
	30	841 370	(2 607 553)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	5 453 987	3 144 095
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	12 037 835	8 903 191
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	17 491 822	12 047 286

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Granby a été constituée en vertu de la Loi sur les Cités et Villes suite à un décret de fusion en date du 1er janvier 2007. La nouvelle Ville de Granby est issue de la fusion de la municipalité du Canton de Granby et de l'ancienne Ville de Granby.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Granby, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers présentent la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des organismes auxquels elle participe.

Les organismes suivants ont été consolidés sur la base de la consolidation ligne par ligne à 100 % :

Granby Multi-Sports

Vie culturelle et communautaire de Granby

Le Centre d'interprétation de la Nature du Lac Boivin

La Corporation de Développement Commercial et Touristique de Granby et régions

Le club de Golf Miner inc.

Les organismes suivants ont été consolidés sur la base de la consolidation proportionnelle ligne par ligne dans les proportions indiquées:

La Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est à 33.33 %

Ami-Bus Inc. à 83.89 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constataion des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance;

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska sont constatées dans l'exercice au cours duquel les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

PLACEMENTS

Les placements temporaires sont constitués de dépôts à terme.

Les placements à long terme sont constitués de placement à titre d'investissement sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs

FRAIS REPORTÉS LIÉS À LA DETTE À LONG TERME

Les frais d'émission liés à la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Le coût des stocks de pièces de véhicules est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et le coût des autres stocks est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Taux

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures de rues	2.5 %
Autres infrastructures	5 à 20 %
Resurfaçage	10 %
Bâtiments	2.5 %
Bâtiments - Améliorations locatives	10 %
Véhicules automobiles	10 à 20 %
Véhicules lourds	10 %
Ameublement et équipement de bureau	10 à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	10 à 20 %
Machineries lourdes	10 %

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

La Ville de Granby a choisi d'évaluer la valeur des actifs du régime selon une méthode de valeur actuarielle lissée intégrée progressivement sur 5 ans. La valeur de l'actif au 31 décembre 2006 est lissée sur 1 an, au 31 décembre 2007 sur 2 ans, au 31 décembre 2008 sur 3 ans, au 31 décembre 2009 sur 4 ans et au 31 décembre 2010 sur 5 ans. À compter du 31 décembre 2010, la valeur de l'actif sera lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge à la dépense de fonctionnement. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier 2007 ainsi que la dépense de fonctionnement de l'exercice attribuées aux prestations régulièrement bonifiées ont fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation jusqu'en 2010. Les soldes accumulés devront être amortis d'ici le 1er janvier 2020.

L'excédent de la dépense de fonctionnement de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pouvoir aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ces montants sont créés aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires consolidés de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

-Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés et non capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
- pour le déficit initial en date du 1er janvier 2007 ainsi que la dépense de fonctionnement de l'exercice attribuées aux prestations régulièrement bonifiées : la Ville se prévaut des allègements prévus par le Ministère des affaires municipales et de l'Occupation du territoire.
- pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : la Ville se prévaut des allègements prévus par le Ministère des affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

I) Instruments financiers

s.o.

J) Autres éléments

PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif non financier.

3. Modification de méthodes comptables

Passif au titre des sites contaminés

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3260, "Passif au titre des sites contaminés".

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

Paiements de transfert

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, la Ville ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution)
État de la situation financière	
Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises	12 469 046 \$
Actifs financiers nets (Dette nette) et excédent (déficit) accumulé	12 469 046 \$
État des résultats	
Revenus - transferts	(284 643 \$)
Excédent de l'exercice	(167 226 \$)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	12 636 272 \$
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	12 469 046 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	2 091 213	1 160 182
Placements temporaires	2	1 250 885	838 867
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	3 219 266	4 115 052
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	20 450 150	20 133 400
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	2 405 036	1 884 238
Organismes municipaux	8	1 405 919	121 664
Autres			
- Mutation, Amendes, etc....	9	4 443 898	4 036 579
- Terrains Terre Miner	10	7 809 460	8 373 302
	11	39 733 729	38 664 235
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	12 920 474	14 262 874
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	12 920 474	14 262 874
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 098 567	952 801
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	387 652	252 018
Autres placements	23		
	24	387 652	252 018
Note			
Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation dans le fonds de garantie de la franchise en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec.			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(14 119 436)	(10 895 013)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(14 208 314)	(13 551 814)
	27	<u>(28 327 750)</u>	<u>(24 446 827)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	7 853 023	3 489 578
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	894 200	661 600
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		26
Régimes de retraite des élus municipaux	32	94 047	91 247
	33	<u>8 841 270</u>	<u>4 242 451</u>
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La Ville de Granby bénéficie de marges de crédit pour un total autorisé de 55 000 000 \$ au taux préférentiel en vigueur. Au 31 décembre 2015, le taux était de 2.70 % et les marges de crédit sont renouvelables annuellement.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	3 989 625	3 684 000
Salaires et avantages sociaux	38	3 778 571	2 249 677
Dépôts et retenues de garantie	39	2 629 861	4 536 911
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Int. dette L.T. & autres courus	43	509 115	683 032
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	<u>10 907 172</u>	<u>11 153 620</u>
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49	128 083	35 588
Transferts	50	56 373	32 357
Autres			
- Carrières & Sablières	51	235 471	562 080
- Autres revenus	52	948 771	942 204
	53	<u>1 368 698</u>	<u>1 572 229</u>
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	5,05	2016	2021	54	76 617 000	80 791 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux	2,49	6,70	2001	2019	59	214 887	248 815
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	6,87	6,87	2016	2019	60	25 124	33 203
Autres					61		
					62	76 857 011	81 073 018
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(325 705)	(485 172)
					64	76 531 306	80 587 846

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2015</u>				
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>					
2016	65	73	20 171 000	81	8 730	90	183 471	98	20 363 201
2017	66	74	21 902 000	82	8 730	91	13 778	99	21 924 508
2018	67	75	20 959 000	83	4 972	92	7 723	100	20 971 695
2019	68	76	6 397 000	84	3 315	93	5 066	101	6 405 381
2020	69	77	4 182 000	85		94	4 849	102	4 186 849
2021 et +	70	78	3 006 000	86		95		103	3 006 000
	71	79	76 617 000	87	25 747	96	214 887	104	76 857 634
Intérêts et frais accessoires				88	(623)			105	(623)
	72	80	76 617 000	89	25 124	97	214 887	106	76 857 011

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(66 872 797)
Tiers		(68 428 521)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	(775 500)
	110	(67 648 297)
		(68 681 419)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	56 510 595	139	498 852	166		193	57 009 447
Eaux usées	112	122 594 959	140	1 757 960	167		194	124 352 919
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	165 153 109	141	3 598 590	168		195	168 751 699
Autres	114	41 961 721	142	748 679	169		196	42 710 400
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	58 019 130	144	20 103 765	171		198	78 122 895
Améliorations locatives	117	131 976	145	7 368	172		199	139 344
Véhicules	118	15 389 899	146	542 229	173	1 153 459	200	14 778 669
Ameublement et équipement de bureau	119	9 890 804	147	816 827	174	41 927	201	10 665 704
Machinerie, outillage et équipement divers	120	6 349 952	148	858 516	175	81 530	202	7 126 938
Terrains	121	19 446 972	149	56 404	176	(3)	203	19 503 379
Autres	122	164 390	150	28 033	177		204	192 423
	123	<u>495 613 507</u>	151	<u>29 017 223</u>	178	<u>1 276 913</u>	205	<u>523 353 817</u>
Immobilisations en cours	124	<u>74 162 820</u>	152	<u>(10 964 499)</u>	179		206	<u>63 198 321</u>
	125	<u>569 776 327</u>	153	<u>18 052 724</u>	180	<u>1 276 913</u>	207	<u>586 552 138</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	24 232 921	154	1 379 726	181		208	25 612 647
Eaux usées	127	43 207 605	155	3 003 930	182		209	46 211 535
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	67 266 228	156	4 536 294	183		210	71 802 522
Autres	129	22 616 128	157	1 762 643	184		211	24 378 771
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	22 290 521	159	2 034 750	186		213	24 325 271
Améliorations locatives	132	123 234	160	1 409	187		214	124 643
Véhicules	133	10 791 881	161	1 134 896	188	1 121 940	215	10 804 837
Ameublement et équipement de bureau	134	7 752 299	162	926 437	189	41 927	216	8 636 809
Machinerie, outillage et équipement divers	135	4 744 463	163	628 009	190	81 530	217	5 290 942
Autres	136	50 056	164	28 005	191		218	78 061
	137	<u>203 075 336</u>	165	<u>15 436 099</u>	192	<u>1 245 397</u>	219	<u>217 266 038</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>366 700 991</u>					220	<u>369 286 100</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	51 795	224		226		228	51 795
Amortissement cumulé	222	(10 257)	225	(8 308)	227		229	(18 565)
Valeur comptable nette	223	<u>41 538</u>					230	<u>33 230</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232	794 648	798 370
Autres	233	1 276 784	1 263 587
	234	2 071 432	2 061 957
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	2 071 432	2 061 957

Note**17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237	253 536	225 923
Frais reportés			
- Dépenses reportées	238	107 755	88 850
-	239		
	240	361 291	314 773

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2020, la Ville de Granby s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 15 941 000 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville de Granby devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers, les sommes approximatives suivantes :

2016	10 141 000 \$
2017	3 299 000 \$
2018	1 359 000 \$
2019	532 000 \$
2020	610 000 \$

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Granby, la Ville de Granby et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville de Granby subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de La Haute-Yamaska. Au 31 décembre 2015, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 3 048 976 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Au 31 décembre 2015, les réclamations en dommages contestées par la Ville de Granby s'élèvent à environ 3 100 000 \$. La Ville de Granby est couverte par une assurance responsabilité de 15 millions \$. Tout paiement additionnel pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice en cours.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

voir note 3

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

		2015		2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie				
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :				
Encaisse	241	17 557 979		12 079 358
Découvert bancaire	242	(34 331 )	(	17 605)
Placements temporaires	243	1 250 885		2 612 472
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
- Placements temporaires	248	(1 282 711 )	(	2 626 939)
-	249		(
-	250		(
-	251		(
-	252		(
-	253		(
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	17 491 822		12 047 286
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255			
Note				

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	266	
Placements de portefeuille	267	
Débiteurs	268	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	
Provision pour moins-value	270	() ()
	271	
	272	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dette à long terme	275	
	276	
Solde du Fonds local d'investissement	277	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278	
Supportant les engagements de prêts	279	
Supportant les garanties de prêts	280	
	281	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24 Fonds de roulement

La Ville de Granby possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 8 000 000 \$. Les remboursements en capital à effectuer au cours des cinq (5) prochaines exercices se feront à même les activités financières de fonctionnement.

25 Placements temporaires

Les placements temporaires sont composés de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 0.65 % à 2.00 %, et échéant à différentes dates jusqu'en 2017.

26 Risque environnementaux

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville fonctionne en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

27 Provision pour contestations d'évaluation

Certains contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites aux rôles pour l'exercice 2015. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

Au 31 décembre 2015, des valeurs imposables totalisant 3 492 500 sont actuellement contestées. Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

28 Chiffres comparatifs

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été redressés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 16 901 298	17 833 667
Excédent de fonctionnement affecté	2 7 843 850	4 854 080
Réserves financières et fonds réservés	3 1 372 044	457 826
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (27 941 014 ) (	23 218 014)
Financement des investissements en cours	5 (1 163 098)	(1 236 938)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 308 033 686	302 607 946
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 305 046 766	301 298 567
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 15 731 028	17 121 497
Organismes contrôlés	10 1 170 270	712 170
	11 16 901 298	17 833 667
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Surplus réservé - PRF	12 118 422	147 353
-	13	
- Surplus affecté - engagements	14 900 405	1 237 000
- Surplus affecté - autres	15 3 165 023	2 262 927
- Surplus affecté - immobilisati	16 3 660 000	1 150 000
-	17	
-	18	
- Surplus affecté - RQG Phase X	19	56 800
-	20	
	21 7 843 850	4 854 080
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 7 843 850	4 854 080
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 27 543	25 457
Fonds parcs et terrains de jeux	34 133 775	133 270
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 887 383	49 567
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Fonds de stationnement	41 68 959	60 742
- Fonds - milieux humides	42 254 384	188 790
-	43	
-	44	
	45 1 372 044	457 826
	46 1 372 044	457 826

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 (3 705 200) ()	(5 410 300)
Régimes non capitalisés	50 (9 021 500) ()	(9 021 500)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (4 255 900) ()	(4 255 900)
Autres	52 (5 771 600) ()	()
Régimes non capitalisés	53 (5 186 814) ()	(4 530 314)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres		
-	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 (27 941 014) ()	(23 218 014)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 (27 941 014) ()	(23 218 014)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 9 933 940	12 175 303
Investissements à financer	66 (11 097 038) ()	(13 412 241)
	67 (1 163 098)	(1 236 938)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 369 286 100	366 700 991
Propriétés destinées à la revente	69 2 071 432	2 061 957
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 387 652	252 018
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 371 745 184	369 014 966
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 76 531 306	80 587 846
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 325 705	485 172
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (12 920 474) ()	(14 262 874)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	(486 400)
	79 63 936 537	66 323 744
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 (225 039)	83 276
	81 63 711 498	66 407 020
	82 308 033 686	302 607 946

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	0	0

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Granby offre à ses employés un régime de retraite à prestations déterminées. Les employés versent une cotisation déterminée et l'employeur assume le solde des cotisations requises à son provisionnement. Les rentes sont établies sur la base d'un crédit de rente de 2 % du salaire admissible. La Ville de Granby réserve annuellement 1,5 % de la masse salariale, cette somme pourra servir à l'indexation des rentes des retraités. Cette décision sera prise sur base ad hoc à chaque évaluation actuarielle.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés. Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la Ville et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi

Pour le service postérieur

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la Ville
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la Ville
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la Ville).

Application de la Loi aux régimes de la Ville et ses entités consolidées

La Ville et une entité consolidée participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi, lequel est admissible au report. Les incidences de ces modifications pour la Ville à

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

l'état de la situation financière de 2015 sont résumées dans le tableau ci-dessous.

Impacts sur l'obligation au titre des prestations constituées au 1er janvier 2015

A. Élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle pour les participants actifs (0)

B. Effort additionnel requis par les participants actifs (45 % du déficit)
(2 552 400)

C. Obligation implicite (valeur de A. qui excède 45 % du déficit attribuable aux participants actifs) (0)

D. Impact net sur l'obligation au titre des prestations constituées (172 300)

Pertes actuarielles nette constatées dans l'exercice 2015 172 300

Impact sur le coût du service courant de l'exercice 2015(0)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (10 895 013)	(10 931 035)
Charge de l'exercice	5 (7 853 023)	(3 489 578)
Cotisations versées par l'employeur	6 4 628 600	3 525 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(14 119 436)</u>	<u>(10 895 013)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 100 899 200	91 021 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (119 285 900)	(104 881 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (18 386 700)	(13 860 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 4 654 000	4 193 800
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (13 732 700)	(9 666 200)
Provision pour moins-value	13 (386 736)	(1 228 813)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(14 119 436)</u>	<u>(10 895 013)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 100 899 200	91 021 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (119 285 900)	(104 881 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (18 386 700)	(13 860 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 4 088 500	3 837 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 7 014 600	(5 530 200)
	21 11 103 100	(1 692 800)
Cotisations salariales des employés	22 (3 425 200)	(2 068 200)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (26 200)	(27 900)
	24 7 651 700	(3 788 900)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 331 400	473 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	5 530 200
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
- Provision pour indexation	30 382 423	307 678
- Utilisation - Prov. indexation	31 (1 224 500)	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>7 141 023</u>	<u>2 522 578</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 6 252 400	5 982 600
Rendement espéré des actifs	34 (5 540 400)	(5 015 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 712 000	967 000
Charge de l'exercice	36 <u>7 853 023</u>	<u>3 489 578</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 7 238 700	7 400 200
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (5 540 400)	(5 015 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 1 698 300	2 384 600
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (2 489 900)	(53 300)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 441 300	5 566 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 104 805 400	98 785 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 16	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,75 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 0	57 0	58 1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Granby offre à ses employés actifs et retraités une assurance collective sur la vie et les soins médicaux. Ce bénéfice ne s'applique pas aux retraités cols bleus engagés après le 1er janvier 2009. Ce régime à coût partagé est non capitalisé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (13 551 814)	(13 175 414)
Charge de l'exercice	60 (894 200)	(661 600)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 237 700	285 200
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>14 208 314</u>)	(<u>13 551 814</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (14 258 500)	(13 533 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 50 186	(18 014)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>14 208 314</u>)	(<u>13 551 814</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66 482 100	388 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67	
	68 482 100	388 400
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ()	()
	70 482 100	388 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71 (39 600)	(163 100)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74	
Autres		
-	75	
-	76	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77 442 500	225 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78 451 700	436 300
Charge de l'exercice	79 894 200	661 600
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80 (28 600)	(1 605 900)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81 13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82 3,25 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83 3,00 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85 6,67 %	6,83 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86 4,50 %	4,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87	
Autres hypothèses économiques		
-	88	
-	89	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

S . O .

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 0

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>26</u>	<u>26</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96 9 11

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>18 220</u>	<u>18 101</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	61 401	60 999
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	<u>32 646</u>	<u>30 248</u>
100	<u>94 047</u>	<u>91 247</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	76 617 000
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	11 097 038
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	887 383
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	12 920 474
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

- Rev. futurs pr dette non émise	12	
----------------------------------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	73 906 181
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	240 634
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	74 146 815
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	3 048 976
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	77 195 791
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	77 195 791
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	50 668 912	50 216 804	50 216 804	49 295 530
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	7 658 042	7 539 600	7 539 600	6 006 970
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	869 000	871 275	871 275	879 406
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7		24 114	24 114	200 000
Autres	8				
	9	59 195 954	58 651 793	58 651 793	56 381 906
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	4 482 300	4 337 283	4 337 283	4 321 205
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	5 337 350	5 085 841	5 085 841	5 412 363
Matières résiduelles	13	6 996 270	7 024 054	7 024 054	6 975 094
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	310 000	317 104	317 104	335 274
Service de la dette	18	350 000	339 310	339 310	535 888
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	17 475 920	17 103 592	17 103 592	17 579 824
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	17 475 920	17 103 592	17 103 592	17 579 824
	26	76 671 874	75 755 385	75 755 385	73 961 730

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	157 675	163 823	159 050
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	1 906	2 329	2 920
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	159 581	166 152	161 970
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	640 000	610 721	649 236
Cégeps et universités	33	170 000	153 269	166 529
Écoles primaires et secondaires	34	860 000	1 049 109	865 421
	35	1 670 000	1 813 099	1 681 186
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	1 829 581	1 979 251	1 843 156
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	34 944	37 474	34 944
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	406	405	406
Taxes d'affaires	43			
	44	35 350	37 879	35 350
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	495 000	516 255	493 221
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	495 000	516 255	493 221
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	2 359 931	2 533 385	2 371 727

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	1 000	15 099	15 099
Sécurité publique				
Police	53	332 000	280 009	551 450
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	126 395	119 226	135 595
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60	684 738	699 895	730 208
Transport adapté	61	438 500	438 424	435 232
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	51 450	51 444	54 044
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	111 541	113 489	123 821
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	645 000		617 794
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	828 000		1 042 870
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			(40 840)
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83	32 607	108 604	164 643
Promotion et développement économique	84		8 924	13 511
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	126 833	126 845	371 928
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	10 720	217 738	222 125
Autres	88		10 000	4 250
Réseau d'électricité	89			
	90	3 388 784	2 180 773	4 426 631

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 000 000	107 728	318 558
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	900 000	1 880 607	534 148
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	1 000 000	4 291 536	534 148
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125		360 000	360 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 900 000	6 639 871	1 386 854

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	6 288 784	8 820 644	8 945 751 5 813 485

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	9 000	19 478	17 521
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	9 000	19 478	17 521
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152		163 234	146 626
Autres	153		222 198	224 267
	154		385 432	370 893
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173		539 400	368 900
Autres	174			
	175		539 400	368 900
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	162 530	165 449	1 807 300
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178		1 266 677	1 150 031
	179	162 530	165 449	3 276 171
Réseau d'électricité	180			
	181	171 530	184 927	4 220 481
				3 714 645

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	330 000	378 070	384 545
Sécurité publique	183	75 700	139 211	90 049
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	370 000	345 063	337 048
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188	25 000	41 317	5 540
Autres	189	343 175	362 760	283 419
Hygiène du milieu	190	30 000	5 355	16 128
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	29 360	56 161	55 157
Loisirs et culture	193	1 316 240	1 350 829	1 560 104
Réseau d'électricité	194			
	195	2 519 475	2 678 766	2 731 990
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	2 691 005	2 863 693	6 446 635
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	305 100	441 583	342 596
Droits de mutation immobilière	198	2 800 000	3 177 817	2 683 805
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200		31 605	63 638
	201	3 105 100	3 651 005	3 090 039
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	3 127 900	2 763 907	3 391 980
INTÉRÊTS	203	310 000	594 946	648 224
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	13 000	63 103	24 714
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	100 000	265 003	306 909
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		1 879 189	10 670 162
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		2 238 005	(405 098)
Autres contributions	210			
Autres	211	96 050	411 505	449 630
	212	209 050	4 856 805	11 046 317

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	975 922	914 061		914 061	914 061	827 207
Application de la loi	2	763 156	807 443	28 597	836 040	836 040	778 812
Gestion financière et administrative	3	3 128 004	3 204 274	13 131	3 217 405	3 217 405	2 836 037
Greffe	4	1 162 030	1 226 146	7 724	1 233 870	1 233 870	1 276 958
Évaluation	5	851 140	848 699	13 866	862 565	862 565	693 262
Gestion du personnel	6	979 770	830 749	2 936	833 685	833 685	834 709
Autres	7	1 767 280	1 800 268	530 883	2 331 151	2 331 151	2 160 738
	8	9 627 302	9 631 640	597 137	10 228 777	10 228 777	9 407 723
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	12 661 312	18 037 393	497 060	18 534 453	18 534 453	11 928 200
Sécurité incendie	10	4 067 158	3 730 215	357 651	4 087 866	4 087 866	3 969 456
Sécurité civile	11	27 600	11 241		11 241	11 241	21 019
Autres	12	1 237 110	1 347 916	55 094	1 403 010	1 403 010	1 165 128
	13	17 993 180	23 126 765	909 805	24 036 570	24 036 570	17 083 803
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 278 288	4 216 545	5 404 237	9 620 782	9 620 782	8 885 527
Enlèvement de la neige	15	3 146 552	2 987 583	267 480	3 255 063	3 255 063	3 644 604
Éclairage des rues	16	617 740	651 584	16 077	667 661	667 661	626 243
Circulation et stationnement	17	821 787	899 007	50 224	949 231	949 231	871 253
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 896 096	2 953 652	14 124	2 967 776	3 142 574	3 124 818
Transport aérien	19	96 000	96 000		96 000	383 766	379 291
Transport par eau	20						
Autres	21	2 357 353	2 201 712	195 326	2 397 038	2 397 038	2 092 076
	22	14 213 816	14 006 083	5 947 468	19 953 551	20 416 115	19 623 812

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 894 991	2 673 952	415 892	3 089 844	3 089 844	2 958 183
Réseau de distribution de l'eau potable	24	869 872	856 409	1 139 319	1 995 728	1 995 728	1 942 427
Traitement des eaux usées	25	4 046 080	3 438 911	936 915	4 375 826	4 375 826	4 522 860
Réseaux d'égout	26	769 998	732 968	2 200 699	2 933 667	2 933 667	2 932 292
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 969 288	1 738 335		1 738 335	1 738 335	1 771 192
Élimination	28	1 533 098	1 532 653		1 532 653	1 532 653	1 533 100
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 383 651	1 291 607	14 624	1 306 231	1 306 231	1 614 979
Tri et conditionnement	30	235 044	240 402		240 402	240 402	235 044
Matières organiques							
Collecte et transport	31	217 062	226 290		226 290	226 290	217 061
Traitement	32	186 778	193 991		193 991	193 991	186 778
Matériaux secs	33	1 491 874	1 491 495		1 491 495	1 491 495	1 421 874
Autres	34	295 812	310 320		310 320	310 320	295 895
Plan de gestion	35	139 625	119 397		119 397	119 397	139 625
Autres	36						
Cours d'eau	37	115 779	145 049	59 830	204 879	204 879	213 029
Protection de l'environnement	38	478 583	588 478	2 742	591 220	591 220	616 399
Autres	39	5 969	19 363	23 666	43 029	43 029	30 157
	40	16 633 504	15 599 620	4 793 687	20 393 307	20 393 307	20 630 895
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	157 955	173 510		173 510	173 510	156 001
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	13 810	19 182		19 182	19 182	167 887
	44	171 765	192 692		192 692	192 692	323 888
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 622 875	1 624 388	23 170	1 647 558	1 647 558	1 453 206
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		100 000		100 000	100 000	
Autres biens	47	24 500	353 521	2 611	356 132	356 132	561 011
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	2 103 149	2 063 412	101 359	2 164 771	2 164 771	2 220 069
Tourisme	49	162 398	159 995		159 995	159 995	161 025
Autres	50						
Autres	51	399 885	516 282	13 413	529 695	1 007 035	867 802
	52	4 312 807	4 817 598	140 553	4 958 151	5 435 491	5 263 113

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	343 475	346 444	159 756	506 200	506 200	513 678
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 255 452	1 306 830	594 914	1 901 744	1 901 744	1 412 658
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 492 899	1 532 065	159 441	1 691 506	1 691 506	1 529 093
Parcs et terrains de jeux	56	2 193 312	2 047 002	1 224 237	3 271 239	3 271 239	3 117 153
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	2 029 016	2 340 279	175 191	2 515 470	4 504 836	4 664 921
	60	7 314 154	7 572 620	2 313 539	9 886 159	11 875 525	11 237 503
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	684 803	691 814	98 230	790 044	790 044	679 542
Bibliothèques	62	1 878 462	1 868 762	64 677	1 933 439	1 933 439	1 701 244
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	2 267 541	2 251 519	223 105	2 474 624	3 710 637	3 593 974
	66	4 830 806	4 812 095	386 012	5 198 107	6 434 120	5 974 760
	67	12 144 960	12 384 715	2 699 551	15 084 266	18 309 645	17 212 263
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	2 402 720	2 133 123		2 133 123	2 133 123	2 180 596
Autres frais	70	262 000	238 699		238 699	238 699	238 986
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	1 536 566	1 163 700		1 163 700	1 163 700	1 384 561
Autres	72	283 000	23 711		23 711	45 268	54 293
	73	4 484 286	3 559 233		3 559 233	3 580 790	3 858 436
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	12 865 486	15 088 201	(15 088 201)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil de la Ville de Granby

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Granby (ci-après «la Ville»). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.¹

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A106981

Granby

DATE 2016-04-20

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>76 091 028</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	335 643
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>335 643</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>75 755 385</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	75 755 385
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>335 643</u>
Total partiel			4	<u>76 091 028</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	11 971 321		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	317 104		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>12 288 425</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>63 802 603</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 614 000	686 509	2 410 623
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 430 000	776 263	312 848
Usines et bassins d'épuration	3	740 000	645 146	368 765
Conduites d'égout	4	3 038 000	3 172 856	6 948 286
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 696 000	6 881 995	9 458 708
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		22 735	15 948
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	505 000	486 307	837 516
Autres infrastructures	11		236 260	438 112
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	25 000	120 457	236 268
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 679 000	743 647	(849 453)
Améliorations locatives	15			984
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			95 350
Autres	17	755 000	668 569	1 212 005
Ameublement et équipement de bureau	18	629 000	1 071 411	988 668
Machinerie, outillage et équipement divers	19	369 000	997 132	730 584
Terrains	20		246 782	105 511
Autres	21	870 000	1 102 369	32 425
	22	19 350 000	17 858 438	23 247 798

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		525 042	1 031 506
Usines de traitement de l'eau potable	24		776 263	312 848
Usines et bassins d'épuration	25		645 146	368 765
Conduites d'égout	26		1 838 987	3 642 986
Autres infrastructures	27		5 296 395	5 430 141
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28		161 467	1 379 117
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		1 333 869	3 305 300
Autres infrastructures	32		2 330 902	5 320 143
Autres immobilisations	33		4 950 367	2 456 992
	34		17 858 438	23 247 798

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	80 791 000	6 289 000	10 463 000	76 617 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	248 815	13 033	46 961	214 887
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	33 203		8 079	25 124
Autres	6				
	7	81 073 018	6 302 033	10 518 040	76 857 011
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	49 567	837 816		887 383
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	5 259 800	300 000	1 062 400	4 497 400
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	61 500 777	4 783 217	7 732 240	58 551 754
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	66 810 144	5 921 033	8 794 640	63 936 537
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	14 262 874	381 000	1 723 400	12 920 474
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	14 262 874	381 000	1 723 400	12 920 474
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	14 262 874	381 000	1 723 400	12 920 474
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	14 262 874	381 000	1 723 400	12 920 474
	26	81 073 018	6 302 033	10 518 040	76 857 011
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	81 073 018	6 302 033	10 518 040	76 857 011

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	683 306	669 540	642 637
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	4 182	14 748	3 004
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	96 000	96 000	96 000
Autres	10	12 702	10 865	23 648
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	200 000	194 006	201 206
Matières résiduelles	12	7 399 196	7 103 795	7 359 470
Cours d'eau	13	97 279	100 483	107 376
Protection de l'environnement	14	121 403	121 789	97 203
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	13 810	19 182	13 862
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	442 278	452 862	457 053
Autres	21	150 926	139 991	139 872
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	236 573	214 782	150 830
Activités culturelles	23	22 547	23 444	23 195
Réseau d'électricité				
	24			
	25	9 480 202	9 161 487	9 315 356

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	67,00	35,50	6 262 784	2 065 423	8 328 207
Professionnels	2					
Cols blancs	3	144,00	34,93	7 600 819	2 506 698	10 107 517
Cols bleus	4	99,00	40,00	5 889 353	1 942 269	7 831 622
Policiers	5	88,00	38,60	9 067 608	5 622 615	14 690 223
Pompiers	6	20,00	40,00	1 220 233	258 509	1 478 742
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	418,00		30 040 797	12 395 514	42 436 311
Élus	9	11,00		514 047	91 731	605 778
	10	429,00		30 554 844	12 487 245	43 042 089

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	1 138 319				1 138 319
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	51 444	1 331 470	549 137		1 932 051
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	113 489	3 038 407	1 253 129		4 405 025
Autres	16	877 521	467 728			1 345 249
	17	2 180 773	4 837 605	1 802 266		8 820 644

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	807 443	27	28 597	53	836 040	79	19 478	105	816 562	131
Évaluation	2	848 699	28	13 866	54	862 565	80		106	862 565	132
Autres	3	7 975 498	29	554 674	55	8 530 172	81	378 070	107	8 152 102	133
	4	9 631 640	30	597 137	56	10 228 777	82	397 548	108	9 831 229	134
Sécurité publique											
Police	5	18 037 393	31	497 060	57	18 534 453	83	64 864	109	18 469 589	135
Sécurité incendie	6	3 730 215	32	357 651	58	4 087 866	84	74 347	110	4 013 519	136
Sécurité civile	7	11 241	33		59	11 241	85		111	11 241	137
Autres	8	1 347 916	34	55 094	60	1 403 010	86		112	1 403 010	138
	9	23 126 765	35	909 805	61	24 036 570	87	139 211	113	23 897 359	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	4 216 545	36	5 404 237	62	9 620 782	88	362 760	114	9 258 022	140
Enlèvement de la neige	11	2 987 583	37	267 480	63	3 255 063	89		115	3 255 063	141
Autres	12	1 550 591	38	66 301	64	1 616 892	90		116	1 616 892	142
Transport collectif	13	3 049 652	39	14 124	65	3 063 776	91	345 063	117	2 718 713	143
Autres	14	2 201 712	40	195 326	66	2 397 038	92	41 317	118	2 355 721	144
	15	14 006 083	41	5 947 468	67	19 953 551	93	749 140	119	19 204 411	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 673 952	42	415 892	68	3 089 844	94		120	3 089 844	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	856 409	43	1 139 319	69	1 995 728	95		121	1 995 728	147
Traitement des eaux usées	18	3 438 911	44	936 915	70	4 375 826	96	5 355	122	4 370 471	148
Réseaux d'égout	19	732 968	45	2 200 699	71	2 933 667	97		123	2 933 667	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	3 270 988	46		72	3 270 988	98		124	3 270 988	150
Matières recyclables	21	3 754 105	47	14 624	73	3 768 729	99		125	3 768 729	151
Autres	22	119 397	48		74	119 397	100		126	119 397	152
Cours d'eau	23	145 049	49	59 830	75	204 879	101		127	204 879	153
Protection de l'environnement	24	588 478	50	2 742	76	591 220	102		128	591 220	154
Autres	25	19 363	51	23 666	77	43 029	103		129	43 029	155
	26	15 599 620	52	4 793 687	78	20 393 307	104	5 355	130	20 387 952	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	173 510	172	187	173 510	202	217	173 510	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159	19 182	174	189	19 182	204	219	19 182	234		
	160	192 692	175	190	192 692	205	220	192 692	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 624 388	176	23 170	1 647 558	206	56 161	1 591 397	236		
Rénovation urbaine	162	453 521	177	2 611	456 132	207		456 132	237	3 773	
Promotion et développement économique	163	2 223 407	178	101 359	2 324 766	208		2 324 766	238	210 718	
Autres	164	516 282	179	13 413	529 695	209		529 695	239		
	165	4 817 598	180	140 553	4 958 151	210	56 161	4 901 990	240	214 491	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	7 572 620	181	2 313 539	9 886 159	211	1 437 450	8 448 709	241	514 080	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	1 868 762	182	64 677	1 933 439	212	48 828	1 884 611	242	46 394	
Autres	168	2 943 333	183	321 335	3 264 668	213	30 000	3 234 668	243		
	169	12 384 715	184	2 699 551	15 084 266	214	1 516 278	13 567 988	244	560 474	
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	79 759 113	186	15 088 201	94 847 314	216	2 863 693	91 983 621	246	3 559 233	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1	538 334	632 874
Charges sociales	2	119 553	135 843
Biens et services	3	17 200 551	22 194 723
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	17 858 438	22 963 440

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	17 121 499	16 370 620
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	17 121 499	16 370 620
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 662 015	5 310 434
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(432 068)	(451 730)
Activités d'investissement	6	(3 342 990)	(2 943 358)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(4 391 716)	(3 046 554)
Réserves financières et fonds réservés	8	(837 816)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	4 952 104	1 882 087
	11	(1 390 471)	750 879
Solde à la fin de l'exercice	12	15 731 028	17 121 499
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	4 854 080	2 804 213
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	4 854 080	2 804 213
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(251 946)	(721 687)
Activités d'investissement	17	(1 150 000)	(275 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	4 391 716	3 046 554
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	2 989 770	2 049 867
Solde à la fin de l'exercice	22	7 843 850	4 854 080
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	457 825	1 025 553
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	457 825	1 025 553
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	2 451 403	2 013 272
Activités d'investissement	27	(2 375 000)	(2 581 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	837 816	
Financement des investissements en cours	29		
	30	914 219	(567 728)
Solde à la fin de l'exercice	31	1 372 044	457 825

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (23 218 014)	(23 185 314)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (23 218 014)	(23 185 314)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 (5 771 600)	()
Régimes non capitalisés	38 (656 500)	(376 400)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()	()
Autres	43 ()	()
	44 ()	()
	45 (6 428 100)	(376 400)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 (6 428 100)	(376 400)
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 1 705 100	343 700
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51 1 705 100	343 700
Solde à la fin de l'exercice	52 (27 941 014)	(23 218 014)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (1 236 940)	(3 082 885)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (1 236 940)	(3 082 885)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 5 025 946	3 728 032
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57 (4 952 104)	(1 882 087)
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 73 842	1 845 945
Solde à la fin de l'exercice	61 (1 163 098)	(1 236 940)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 300 495 149	279 310 202
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	11 470 924
Solde redressé au début de l'exercice	64 300 495 149	290 781 126
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 5 568 861	9 714 023
Solde à la fin de l'exercice	68 306 064 010	300 495 149

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>8 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>8 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>8 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	49 567 9	10	11	837 816 12 ()	13	14	887 383
	15	49 567 16	17	18	837 816 19 ()	20	21	887 383

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 7 □ 5 □ 5 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 7 □ 5 □ 5 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 8 □ 2 □ 9 □ 1 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 8 □ 2 □ 9 □ 1 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 6 □ 7 □ 5 □ 5 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 7 □ 5 □ 5 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

Eau	1	1 | 2 | 5	, | 0 | 0 \$
Égout	2	1 | 1 | 8	, | 0 | 0 \$
Eau et égout	3	| | | |	, | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | |	, | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 8 | 0	, | 0 | 0 \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Spécial dette - avant 1967	,0164	1	
Spécial dette - 1967,1974,1989,1995,1997	,0164	1	
Spécial dette-ancien Canton	,0110	1	
Spécial dette - nouvelle Ville	,1321	1	
Tarification eau (INR)	125,0000	4	Par local
Tarification eau (résidentiel)	25,0000	4	Par chambre
Tarification eau (compteur)	275,0000	7	Le 1 000 m.c.
Tarification assain. (résidentiel)	23,6000	4	Par chambre
Tarification assain. (INR)	236,0000	4	Par local
Tarification assain. (compteur)	208,0000	7	Le 1 000 m.c.
Tarification fosses septiques	60,0000	4	Par unité
Tarification - matières résiduelles	36,0000	4	Par chambre
Tarification - éco centre	45,0000	4	Par logement
Tarification - éco centre	45,0000	4	Par local
Tarification - éco centre	9,0000	4	Par chambre

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9	113 600 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	335 642 \$	
b) autres formes d'aide	14	50 000 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	327 524 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 87, Principale
(no) (rue)
Granby J2G 2T8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 776-8282
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 776-8231
(ind. rég.) (numéro)

Courriel direction.generale@ville.granby.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M. Jean-Pierre Renaud CPA, CA, OMA

Téléphone (450) 776-8288
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 776-8384
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jprenaud@ville.granby.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 35, Dufferin
(no) (rue)
Granby J2G 4W5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 375-4400
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 375-0128
(ind. rég.) (numéro)

Courriel legendre.marc@rcgt.com

Responsable du dossier M. Marc Legendre FCPA, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Jean-Pierre Renaud CPA, CA, OMA , atteste que le rapport financier consolidé de Granby pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-05-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Granby .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Granby consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Granby détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 3 748 200 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1202 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-21 09:21:56

Date de transmission au Ministère : 2016/05/03

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Granby

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	90 576 737	91 863 644	93 296 596	97 765 573	
Investissement	2	12 257 016	2 900 000	8 543 174	8 576 014	
	3	102 833 753	94 763 644	101 839 770	106 341 587	
Charges	4	89 068 333	92 447 106	98 406 547	102 593 387	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	13 765 420	2 316 538	3 433 223	3 748 200	
Moins : revenus d'investissement	6 (	12 257 016 ) (	2 900 000 ) (	8 543 174 ) (	161 956 ) (	8 576 014)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	1 508 404	(583 462)	(5 109 951)	153 022	(4 827 814)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	14 223 505	12 865 486	15 088 201	347 898	15 436 099
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		180 000			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 792 633 ) (	6 667 139 ) (	6 335 517 ) (	47 131 ) (	6 382 648)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	3 919 885 ) (	3 650 000 ) (	4 031 541 ) (	19 299 ) (	4 050 840)
Excédent (déficit) accumulé	12	(807 155)	(2 144 885)	2 955 611		2 955 611
Autres éléments de conciliation	13	98 198		95 212	31 518	126 730
	14	3 802 030	583 462	7 771 966	312 986	8 084 952
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	5 310 434		2 662 015	466 008	3 257 138

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	38 484 761	39 551 658	38 664 235
Autres	2	13 402 625	17 026 462	14 943 848
	3	51 887 386	56 578 120	53 608 083
Passifs				
Dette à long terme	4	80 305 828	76 291 295	80 587 846
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	24 446 827	28 327 750	24 446 827
Autres	6	16 069 048	20 382 872	17 254 829
	7	120 821 703	125 001 917	122 289 502
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(68 934 317)	(68 423 797)	(68 681 419)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	364 306 176	367 076 413	366 700 991
Autres	10	3 101 740	3 254 204	3 278 995
	11	367 407 916	370 330 617	369 979 986
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	17 121 499	15 731 028	17 833 667
Excédent de fonctionnement affecté	13	4 854 080	7 843 850	4 854 080
Réserves financières et fonds réservés	14	457 825	1 372 044	457 826
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	23 218 014 ) (	27 941 014 ) (	23 218 014) (
Financement des investissements en cours	16	(1 236 940)	(1 163 098)	(1 236 938)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	300 495 149	306 064 010	302 607 946
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	298 473 599	301 906 820	301 298 567

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Surplus réservé - PRF	20	118 422	147 353
-	21		
- Surplus affecté - engagements	22	900 405	1 237 000
- Surplus affecté - autres	23	3 165 023	2 262 927
- Surplus affecté - immobilisati	24	3 660 000	1 150 000
-	25		
-	26		
- Surplus affecté - RQG Phase X	27		56 800
-	28		
	29	7 843 850	4 854 080
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30		
	31	7 843 850	4 854 080
Réserves financières			
Fonds réservés	32	1 372 044	457 826
	33		
	34	9 215 894	5 311 906

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	73 761 730	76 671 874	75 731 271	75 731 271
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 371 727	2 359 931	2 533 385	2 533 385
Quotes-parts	3				
Transferts	4	4 316 819	3 388 784	2 180 773	2 305 880
Services rendus	5	2 625 205	2 691 005	2 863 693	7 190 109
Autres	6	7 501 256	6 752 050	9 987 474	10 004 928
	7	90 576 737	91 863 644	93 296 596	97 765 573
Investissement					
Taxes	8	200 000		24 114	24 114
Quotes-parts	9				
Transferts	10	1 386 854	2 900 000	6 639 871	6 639 871
Autres	11	10 670 162		1 879 189	1 912 029
	12	12 257 016	2 900 000	8 543 174	8 576 014
	13	102 833 753	94 763 644	101 839 770	106 341 587

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	851 140	848 699	13 866	862 565	862 565	693 262
Autres	2	8 776 162	8 782 941	583 271	9 366 212	9 366 212	8 714 461
Sécurité publique							
Police	3	12 661 312	18 037 393	497 060	18 534 453	18 534 453	11 928 200
Sécurité incendie	4	4 067 158	3 730 215	357 651	4 087 866	4 087 866	3 969 456
Autres	5	1 264 710	1 359 157	55 094	1 414 251	1 414 251	1 186 147
Transport							
Réseau routier	6	8 864 367	8 754 719	5 738 018	14 492 737	14 492 737	14 027 627
Transport collectif	7	2 992 096	3 049 652	14 124	3 063 776	3 526 340	3 504 109
Autres	8	2 357 353	2 201 712	195 326	2 397 038	2 397 038	2 092 076
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	8 580 941	7 702 240	4 692 825	12 395 065	12 395 065	12 355 762
Matières résiduelles	10	7 452 232	7 144 490	14 624	7 159 114	7 159 114	7 415 548
Autres	11	600 331	752 890	86 238	839 128	839 128	859 585
Santé et bien-être	12	171 765	192 692		192 692	192 692	323 888
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 622 875	1 624 388	23 170	1 647 558	1 647 558	1 453 206
Promotion et développement économique	14	2 265 547	2 223 407	101 359	2 324 766	2 324 766	2 381 094
Autres	15	424 385	969 803	16 024	985 827	1 463 167	1 428 813
Loisirs et culture	16	12 144 960	12 384 715	2 699 551	15 084 266	18 309 645	17 212 263
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	4 484 286	3 559 233		3 559 233	3 580 790	3 858 436
Amortissement des immobilisations	19	12 865 486	15 088 201	(15 088 201)			
	20	92 447 106	98 406 547		98 406 547	102 593 387	93 403 933

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3